

La Nation Française

Hebdomadaire d'information politique - Directeur : Frédéric Aimard

19 juin 2023 - 1 €

N° 36

Médecine

Lors de la visite d'un laboratoire pharmaceutique industriel à Champagne en Ardèche, le 13 juin, le président Macron a promis 160 millions d'euros pour relocaliser en France la fabrication d'une vingtaine, voire d'une cinquantaine, de médicaments dont l'Agence nationale de sécurité du médicament rappelle périodiquement la pénurie.

Par ailleurs, le Conseil National de l'Ordre des Médecins a publié, le 7 juin, son traditionnel atlas de la démographie médicale française. Là, les changements espérés seront plus lents car il faut, comme chacun sait, de 9 à 12 ans pour former un médecin, et on a pris beaucoup de retard du fait de la politique dite du *numerus clausus* qui a tué dans l'œuf des milliers de vocations. On croyait qu'avec moins de médecins, le budget de la Santé cesserait d'augmenter trop vite... Il ressort de ce rapport que 322 973 médecins étaient inscrits au tableau de l'ordre au début de cette année, dont 234 028 en activité totale. C'est 8,5 % de plus qu'en 2010 ! Pas de quoi pavoiser pourtant. D'abord parce que les besoins s'accroissent avec le vieillissement de la population. Et puis il y a de fortes disparités : l'Île-de-France, la Provence Alpes-Côte d'Azur sont estimées en « surplus » tandis que Hauts-de-France, Grand-Est, Centre Val-de-Loire et Normandie présentent un net déficit. Ce point a été l'argument de plusieurs propositions de loi contre les déserts médicaux, qui entendent limiter la liberté d'installation des jeunes médecins et dentistes... « Nous disons à nos



médecins 'n'allez plus vous installer dans les territoires qui sont déjà bien pourvus. Allez vous installer où vous voudrez ailleurs" », a martelé un député de la Mayenne. Le ministre de la Santé François Braun lui a rétorqué que cela stigmatiserait les soignants sans résoudre le problème. Le 14 juin, l'Assemblée nationale a décidé de ne rien décider. C'est que les choses ne sont pas si simples. Même dans les régions en « surplus » il n'est pas facile de se faire soigner.

La Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques

(Drees) en a donné la raison dans sa dernière étude (25 mai 2023) sur la place des médecins dans la société française. Depuis 2022, 65 % des médecins refusent de prendre de nouveaux patients. Tout simplement parce qu'eux-mêmes sont proches de l'âge de la retraite et parce qu'ils ont déjà plus de patients qu'ils ne peuvent en voir dans des horaires raisonnables. Certains départements ont autour d'un médecin senior sur deux : Lot (51 %), Lozère (48,3 %), Yonne (47,9 %)...

Et encore, les médecins généralistes exercent-ils, pour 56,9 % d'entre eux, encore en

tant que libéraux, donc peut-être sans trop compter leurs heures, sauf que la féminisation de la profession tend vers un plus strict contrôle du temps de travail et sauf que la plupart des autres spécialités est désormais exercée par des

Sommaire

P. 1 : Médecine. – P. 2 : Logement. – Marlène. – P. 3 : Lectures. – P. 4 : Odyssée pour Cm2. – Chut ! (« francocide ») – P. 5 : Abaya. – Conférences. P. 6 : Ariane V, une fin difficile. – Disparitions. – Tunisie. P. 8 : Théâtre.

■ **Présidence** : Dans un entretien au *Figaro* le 18 juin, Richard Ferrand, ancien président de l'Assemblée nationale, se déclare favorable à une modification constitutionnelle qui permettrait au président Macron de solliciter un troisième mandat successif.

■ **Propagande** : Le 13 juin, le ministère des Affaires étrangères français a accusé la Russie d'avoir mené, depuis un an, une opération de désinformation en imitant des sites officiels ou de journaux français pour répandre des articles tendancieux hostiles à l'Ukraine. Cette opération a été appelée « *Doppelgänger* » nom allemand qui signifie double ou sosie et désigne un personnage maléfique dans certains folklores d'Europe centrale.

■ **Justice** : Le domicile de l'ancien président Nicolas Sarkozy a été perquisitionné le 13 juin dans le cadre de l'enquête sur le financement présumé de sa campagne présidentielle de 2007 par la Libye.

■ **Grande distribution** : Le 14 juin que le trio Niel-Piggasse-Zouari a relevé son offre de participation au capital de Casino à 1,1 milliard d'euros pour se mettre au même niveau que Daniel Kretinsky. Le cours de Bourse du distributeur alimentaire en difficulté – il vient de vendre 119 supermarchés à ses concurrents – a aussitôt connu une hausse de 20 % à la Bourse de Paris.

■ **Médias** : On a appris le 12 juin que le groupe CMI-France (*Art & Décoration*, *City Magazine*, *ELLE*, *ELLE à table*, *ELLE Décoration*, *Franc-Tireur*, *France Dimanche*, *Ici Paris*, *Le Journal d'Ines*, *Le Routard Magazine*, *Marianne*, *Public*, *S*, *Le Magazine de Sophie Davant*, *Télé 7 jours*, *Télé 7 jours jeux*, *Télé 7 jeux*, *Usbek & Rica*, *Version Femina*...), contrôlé par Daniel Kretinsky, a pris 45 % du capital de Loopsider, éditeur de deux plateformes vidéo qui totalisent 7 millions de spectateurs chaque jour, est valorisée à 30 millions d'euros, et lance, le 21 juin une nouvelle plateforme (*Huspter*) consacrée à « l'économie de la création ». Comme l'on sait,

médecins salariés (45,5 % des médecins en activité complète), donc soumis en principe aux 35 heures...

On apprend encore dans cette étude que la part des médecins étrangers dans le système français a crû de 90 % depuis 2010. Ils sont 29 000 dont 56 % ont été formés en dehors de l'Union Européenne (à Cuba, à Moscou, en Algérie...) et 44 % au sein de l'UE (en Belgique, en Roumanie...). L'hôpital public est le plus concerné. Certaines spécialités sont largement passées entre mains étrangères. Question de rémunération insuffisante paraît-il. D'autres sont en train de disparaître comme peau de chagrin (c'est le cas de la dermatologie, alors que les cancers de la peau sont en nombre croissant).

Pour le cas de l'hôpital, on aura un diagnostic lumineux dans le récent livre du professeur André Grimaldi, spécialiste du diabète, (*L'Hôpital nous a sauvés : sauvons-le !*, éd. Odile Jacob, 2023), qui va à rebrousse-poil de toutes les politiques menées en concertation avec les syndicats de médecins, les mutuelles, les groupes pharmaceutiques qui ont tous une part de responsabilité dans la situation médicalement dramatique de la France. Le professeur Grimaldi a récemment déclaré dans une conférence : « Pendant la crise sanitaire, nous avons vu fonctionner un vrai service public de santé : solidarité des soignants, hiérarchie de compétences, Sécu à 100 %, pharmaciens mobilisés, tous étant au service des patients. C'est le service public que nous voulons ! Mais peut-on avoir des services publics si les valeurs publiques ne sont pas celles de la société ? » Nous sommes tous coupables : les soignants comme les patients, qui abusent de manière égocentrique d'un système pourtant à bout de souffle.

Faut-il espérer la légalisation de l'euthanasie pour désengorger le système de santé ? En tout cas, les dix prochaines années vont être difficiles. Ensuite, il y aura peut-être de nouveaux médecins en plus grand nombre et les progrès de la médecine scientifique et de l'informatique feront peut-être mentir les prophéties de malheur.

Frédéric Aimard

Logement

Dans le rapport qu'elle a publié en 2022, la Fondation Abbé Pierre soulignait que le nombre de personnes sans domicile avait doublé en dix ans, pour atteindre au moins 300 000 personnes. Sur les sept dernières années, la demande de logement social a progressé cinq fois plus vite que le nombre des ménages et deux fois plus vite que le nombre de logements sociaux, soit 2,2 millions de personnes en attente de logement. La situation est d'autant plus critique que 12 millions de personnes sont confrontées à la précarité énergétique, au surpeuplement ou à la dégradation de leur logement.

Face à l'ampleur de la crise, le gouvernement a chargé le Conseil national de la refondation de lui faire des propositions. Publié le 5 juin, le catalogue des mesures préconisées est excessivement modeste : suppression du dispositif Pinel qui favorisait les investisseurs en logements de location et maintien du prêt à taux zéro pour les ménages les plus pauvres.

Dans les milieux dirigeants, nul ne souhaite revenir sur la forte baisse des aides publiques au logement puisque le président de la République a cru bon de déclarer en mai qu'elles étaient

coûteuses et inefficaces. Cependant, Emmanuel Macron a oublié de préciser que les dépenses pour le logement (38 milliards) sont beaucoup plus faibles que les recettes fiscales (88 milliards) tirées de ce secteur par les collectivités locales et l'État.

Somme toute, le gouvernement voudrait laisser agir les logiques du marché de l'immobilier. Ceci dans une situation marquée par la concentration d'une grande partie de la population dans les métropoles, et par la ruée des retraités aisés et des jeunes cadres vers le littoral – ce qui fait monter certains prix tandis que d'autres se sont effondrés – tandis que les locations temporaires touristiques se développent massivement avec leurs lots de nuisances.

L'urbanisation incontrôlée, la désertification de la France des petites villes et des territoires ruraux en raison de la désindustrialisation et de la réduction des services publics constituent des tendances lourdes. Les nouvelles normes sur les diagnostics obligatoires vont faire sortir des centaines de milliers de logements modestes du marché. À cela s'ajoutent des facteurs conjoncturels mais probablement durables : pénuries de matériaux et de main-d'œuvre qualifiée, hausse des taux d'intérêt. Dans ces conditions, la crise du logement ne peut que s'intensifier.

Claudine Uzerche

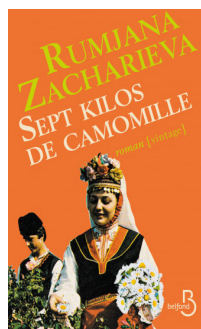
Marlène

Dans l'affaire du fonds Marianne et, surtout, de l'utilisation des fonds versés à certains organismes après l'assassinat du professeur Samuel Paty, il convient de

distinguer deux données, la première servant souvent à dissimuler l'autre. Le problème des subventions officielles ne doit en effet pas cacher celui de l'avenir politique de Marlène Schiappa, actuellement secrétaire d'État chargée de l'Économie sociale et solidaire et de la Vie associative.

La commission d'enquête du Sénat s'est donc penchée sur une subvention de 355 000 euros à l'Union des sociétés d'éducation physique et de préparation militaire (USEPPM) du journaliste Mohamed Sifaoui, alors qu'avaient été refusés 100 000 euros à SOS-Racisme. À l'époque, la proche d'Emmanuel Macron était ministre délégué en charge de la Citoyenneté, d'où de très bonnes relations avec Gérard Darmanin. En réalité, le fonds Marianne avait permis de distribuer 2,5 millions d'euros à dix-sept associations. Mais, aujourd'hui, on ne parle que d'une seule, son responsable ayant aussi été interrogé par le Sénat. Ce dernier exerce en effet de plus en plus un rôle de vérificateur, comme il l'avait fait l'an passé à propos du cabinet McKinsey.

Il convient de savoir que la question du contrôle de l'argent distribué devient de plus en plus un angle mort en France, alors que, même si l'État n'est pas opérateur, il joue au moins un rôle de garant. Or, avec le développement de la décentralisation, le contrôle de légalité des actes des collectivités locales ne va pas très loin, comme le montre la faiblesse des chambres des comptes régionales. On retiendra que les communes financent 12 % des budgets associatifs, les départements 12 %, l'État 10 %, les organismes sociaux 8 % et les régions



ROMAN

Vacances studieuses

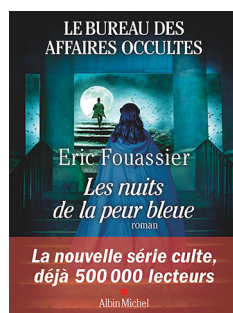
1962. La Bulgarie vit sous régime communiste. Mila, douze ans, doit passer l'été chez ses grands-parents, à la campagne. Des vacances au travail, avec pour mission : cueillir sept kilos de camomille destinés à la coopérative. En échange, elle recevra ses livres scolaires pour l'année à venir. Autant dire que ce quota à respecter devient une obsession. Mais l'été est aussi propice à la rêverie. Mila se regarde dans la glace espérant voir ses seins pousser, un premier pas vers le monde tant espéré des adultes. Il y a aussi la radio qui parle de la guerre froide et lui donne l'envie de se transformer en résistante soviétique prête à mourir pour la liberté. Publié en 1993, le roman de Rumajna Zacharieva est traduit en français pour la première fois.

« Sept kilos de camomille », Rumajna Zacharieva, Belfond, 368 p., 14 €.

POLAR

Meurtres et choléra

Un cauchemar. Après avoir traversé toute l'Europe, l'épidémie de choléra arrive en France. Au printemps 1832, elle atteint Paris. Dans le quartier Saint-Merri, les morts se comptent par centaines affichant une cyanose de la peau. La « peur bleue »



se répand. C'est le moment qu'un assassin choisit pour commettre une série de meurtres odieux : les victimes sont poignardées avant que leur bourreau ne leur prélève un organe. Pour ce troisième tome des enquêtes de l'inspecteur Valentin Verne, chef du Bureau des affaires occultes, Éric Fouassier nous entraîne dans l'univers des miasmes et des tâtonnements de la science. L'occasion aussi de retrouver deux célébrités : Vidocq et George Sand.

« Le Don suprême », Paulo Coelho, « Les nuits de la peur bleue », Éric Fouassier, Albin Michel, 374 p., 21,90 €.

MUSIQUE

Au temps des yéyés

Alors que les garçons (Eddy Mitchell, Johnny Hallyday...) font un tabac sur les antennes, quatre jeunes filles vont s'imposer dans le monde du rock français. Christian et Éric Cazalot racontent l'ascension fulgurante de Sylvie Vartan, Françoise Hardy, Sheila et France Gall. Ces chanteuses modernes, cheveux courts et ballerines, unies par la passion de la musique, ont su traverser les époques pour rester dans le cœur de leurs fans jusqu'à aujourd'hui. Vie privée, vie publique, les multiples facettes de ces artistes sont dévoilées.

« Quatre filles dans le vent », Christian et Éric Cazalot, XO éditions, 384 p., 21,90 €.



REVUE

Maisons d'écrivain

Nombreux sont les lecteurs qui visitent les maisons d'écrivain témoignant ainsi de l'intérêt porté à ceux et celles qui se cachent derrière une fiction. Ces demeures, chargées d'histoire et de mémoire, sont des trésors nationaux. Lire en dévoile les plus belles. Parmi les autres sujets abordés : le grand entretien avec Douglas Kennedy, l'univers d'Aurélie Valognes, le portrait d'Éric Fouassier, la littérature à l'épreuve de l'intelligence artificielle...

« Les plus belles maisons d'écrivain », Lire magazine littéraire, juin 2023, 7,90 €. En kiosque.

Catherine PAUCHET

La Nation Française

directeur de la publication :
Frédéric Aimard

Édité par Spfc-Acip
60, rue de Fontenay
92350 Le Plessis-Robinson
Siret 418 382 149 00015 Nanterre
N° TVA intracommunautaire
FR21418382149

ISSN 2967-2988
marque déposée à l'Inpi.

Imprimé par nos soins.
Abonnement : 1 an
= 20 euros
à l'ordre de Spfc-Acip.

Paiement par carte bancaire :
<https://buy.stripe.com/2803e-q3Re7RS3C000>

le milliardaire tchèque achète aussi Editis au groupe Bolloré. Cette cession était la condition mise par la Commission européenne pour autoriser la fusion de Vivendi et Lagardère.

■ **Aviation** : Le 54^e salon du Bourget a ouvert ses portes le 19 juin avec plus de 80 exposants majeurs mais les Russes en ont été exclus pour cause de guerre à l'Ukraine. En marge du salon, on discutera à haut niveau du projet européen de bouclier antimissile voulu par les Allemands avec du matériel exclusivement allemand ou américain.

■ **Habillement** : L'enseigne Burton de London qui, après la fermeture de 26 magasins en février, compte encore quelque 220 salariés, a été placée en redressement judiciaire le 12 juin par le tribunal de commerce de Paris.

■ **Terrorisme** : L'agresseur d'Annecy a été transféré le 14 juin à l'hôpital psychiatrique du Vinatier à Bron (Rhône). Selon des blogueurs chrétiens chaldéens qui ont enquêté en Syrie, il ne s'agirait pas d'un authentique chrétien d'Orient, mais possiblement d'un musulman s'étant fait passer pour chrétien afin d'obtenir plus facilement l'asile en Europe.

■ **Tremblement de terre** : La terre a tremblé durant plusieurs secondes dans les départements de l'Ouest de la France les 16 (magnitude 5,8) et 17 juin (magnitude 5,1). C'est l'événement sismique le plus important depuis 2002. De nombreux murs, surtout dans des maisons anciennes, ont été fissurés, mais il n'y a pas eu de victimes.

■ **Tempêtes** : La France a été traversée par des tempêtes avec des tornades le 18 juin en fin d'après-midi. Il y a eu des routes et des rues inondées et quelques toits arrachés.

■ **Foot** : Kylian Mbappé, 24 ans, a envoyé une lettre au Paris Saint-Germain où il annonce qu'il ne compte pas prolonger son engagement dans le club au terme de la dernière saison prévue par son actuel contrat en 2023-2024. Le dilemme

5 %, tout cela représentant près de la moitié des budgets associatifs. Par ailleurs, on sait que les subventions directes aux associations représentent une somme de près de 22,89 milliards d'euros (chiffre de 2017), à quoi il faut ajouter la commande publique, soit 27,1 milliards d'euros, ce qui fait que les associations reçoivent près de 50 % de leurs financements du secteur public.

Dans le cas du Fonds Marianne, les sommes en jeu sont en réalité peu importantes, ce qui laisse subodorer une histoire de règlement de comptes venant de l'extrême gauche et d'une partie de la gauche à l'égard de Marlène Schiappa. Certes, elle a peut-être manqué à son devoir de surveillance et laissé faire ces parasites spécialistes de la captation de l'argent d'État ; elle a également donné l'impression de se défausser lors de son audition au Sénat. Mais beaucoup pensent qu'il s'agit d'un moyen d'attaquer, à travers elle, la laïcité – et, au passage, de liquider la gauche traditionnelle qui refuse de se fondre dans la NUPES et qui s'oppose au multiculturalisme à visée séparatiste plus ou moins islamiste. Soutenue du bout des lèvres par le Premier ministre, l'intéressée se trouve peut-être sur un siège éjectable lors du prochain remaniement.

Jean-Gabriel Delacour

Odyssée pour CM2

Cette année encore, un grand titre du patrimoine littéraire est offert aux élèves de CM2. Il s'agit de développer chez eux envie et plaisir de lire. Après

les *Fables de La Fontaine*, *L'Odyssée* a ainsi été sélectionnée. Cette œuvre antique ne cesse de captiver, les unes après les autres, toutes les générations, les plus jeunes comme les adultes, grâce notamment à de nouvelles traductions.

Transmise par la tradition orale, elle a été ensuite fixée par l'écriture il y a quelque 2 800 ans, dans un long poème en grec attribué à Homère, sous forme de quelque 12 000 vers. Cette version pour les scolaires constitue, bien sûr, une réécriture, due à Murielle Szac et Catel Muller et publiée par la Réunion des Musées nationaux. Le premier paragraphe expose le contexte :

« *Mon nom est Ulysse, Odysseus en grec, et je suis né à Ithaque, une petite île au large de la Grèce. C'est un gros caillou noir posé sur la mer bleue. De hautes falaises dominent la mer. On y croise des cyprès et des pins verts, des genêts jaunes, des touffes de thym et d'origan battues par les vents et partout des chèvres venues les brouter. Ici, la terre est âpre et peu fertile. Il faut travailler dur pour arracher sa subsistance. Mon pays n'est pas riche, mais je l'aime à la folie, et je suis fier d'en être le roi. Comme j'aimais à la folie ma femme, Pénélope, et mon fils, Télémaque, le jour où tout a commencé.* »

Bien entendu, il y a quelques côtés moralisateurs conformes à la doxa d'aujourd'hui et qui tombent dans la facilité de l'anachronisme en émettant des appréciations ne présentant aucun rapport avec les comportements d'alors. Ainsi, l'engagement en faveur des Grecs venus reprendre aux Troyens la belle Hélène se trouve quelque peu ridiculisé et rabaissé à « une

sombre histoire qui aurait dû rester privée » car, expliquent les deux autrices, la jeune femme « *s'ennuyait à mourir dans la ville de Sparte avec ce vieux mari, certes très fortuné, mais profondément assommant* ». Malheureusement, expose Ulysse, « *nous avons commis la sottise de nous engager à voler au secours de Ménélas* », le mari abandonné : « *On fait des serments qu'on regrette* ». Héros moderne aux interrogations multiples, il confie : « *Je cherchais désespérément un sens à ma vie* » et, bon pacifiste, il note que « *le visage hideux de la guerre défigure tout sur son passage* ».

Le long retour d'Ulysse est donc raconté d'une nouvelle manière. Après être resté auprès de Circé, « une chic fille », et toujours sous la protection de « la bonne déesse Athéna », il retrouve son fils Télémaque et son épouse Pénélope. Avec elle, il va donc pouvoir s'efforcer « de réussir à être heureux et à vieillir ensemble ». Bref, du genre épique, on tombe plutôt dans le genre popote.

Mais peut-être ce contact avec la mythologie de l'Antiquité incitera-t-il à aller plus loin ? En tout cas, profitons-en pour signaler que, outre les multiples versions disponibles chez les éditeurs, existent aussi diverses bandes dessinées, la dernière s'intitulant *Ulysse* (Graph Zeppelin).

Jean Ètevenaux

Chut !

Chacun sait que la vérité est réputée pas toujours bonne à dire. Ou, comme le chantait Guy Béart, « *le premier qui dit la vérité, il doit être exécuté* ». En ces temps où on célèbre des

héros de la Résistance qui sont allés jusqu'au sacrifice suprême pour affirmer ce en quoi ils croyaient, on ne peut que constater la pleutrerie de notre époque et la soumission, devenue même involontaire, aux modes du politiquement correct, notamment sous prétexte de ne pas discriminer qui que ce soit.

On a ainsi entendu à Genève, le lundi 12 juin, le haut-commissaire de l'ONU pour les réfugiés, le diplomate italien Filippo Grandi, tenir des propos quelque peu inattendus. Pour expliquer le drame d'Annecy, il a affirmé qu'il ne fallait pas « dire que c'est parce que cette personne est un réfugié et que les réfugiés tuent des enfants » ; et d'ajouter : « *J'ai lu le mot "francocide"... donc, tueur de Français. C'est un discours de haine et j'espère que personne ne l'utilisera* ». Ceux qui s'attendaient à ce qu'il s'interroge sur la politique de l'ONU concernant les réfugiés sont restés sur leur faim. Son commentaire ne relevait que de l'habituel « *Circulez : il n'y a rien à voir* ».

Ce genre de propos va finalement dans le même sens que les ricanements ayant accompagné le geste du « héros au sac à dos », Henri d'Anselme. Ancien d'un établissement catholique hors contrat – cette catégorie très suspecte aux yeux de Pap Ndiaye –, passé par le scoutisme et effectuant un tour de France des cathédrales, il a même osé déclarer : « *Je n'étais pas là par hasard [...]. Dans ces moments on dit à la Sainte Vierge et à Dieu qu'on se laisse faire et que c'est eux qui vont décider* ».

Heureusement, en tout cas, que le jeune homme n'a pas blessé l'énigmatique Syrien. Porter secours à autrui ou défendre les siens n'est pas forcément bien vu dans une société où le laxisme judiciaire accompagne les conséquences sanglantes du renoncement.

Précis

Abaya

Des minutes de silence organisées en mémoire du prophète Mahomet dans les écoles primaires, les collèges et les lycées. Pas à Téhéran ni à Alger, mais à Nice, en France. Christian Estrosi a fait part de ces informations choquantes à Elisabeth Borne après que l'inspecteur académique de Nice l'eut informé de « *plusieurs faits extrêmement graves* » concernant des « *prières musulmanes* » dans les établissements scolaires.

La radicalisation musulmane dans les écoles publiques est-elle une surprise ? Non, et les signaux d'alerte se multiplient depuis des années. Il ne fait pas bon être Cassandre dans une société qui crie immédiatement au racisme, mais il n'empêche que lorsque les prédictions se réalisent, il faut agir, et sans attendre.

Comment ne pas y voir une corrélation avec le nombre de plus en plus important de filles portant l'abaya dans les établissements scolaires ? Cette tenue traditionnelle de la femme musulmane, d'origine bédouine, et dont le port est encouragé par des challenges TikTok, envahit de plus en plus les salles de classe. Et qui va s'y opposer ? Plus d'un Français

sur cinq a voté LFI aux dernières présidentielles, et son coordinateur, Manuel Bompard, accuse de faire de « *l'Iran à l'envers* » qui-conque s'oppose à cette tenue religieuse. C'est pourtant tout le sens de la loi de 2004 interdisant les signes religieux ostentatoires dans l'espace public.

C'est cette même loi qui protège les filles et les femmes, comme le démontre le directeur de l'EHESS dans son dernier ouvrage, Trois leçons sur l'école républicaine. Il y révèle que la circulaire de 1994 puis la loi de 2004 ont permis aux jeunes filles musulmanes d'ôter leur voile malgré les pressions de leur entourage, entraînant un décollage de leur scolarité : « *La montée du niveau relatif des jeunes filles issues de familles musulmanes ne s'est pas produite progressivement au fil des générations, mais en deux étapes bien distinctes et qui coïncident précisément avec les deux moments clés de l'interdiction des signes religieux* ».

C'est également cette loi qui a ouvert la porte à une augmentation importante des mariages mixtes, passant de 12 à 24 %.

Éric Maurin met enfin en garde sur le fait que « *le port d'un vêtement religieux par une minorité militante peut également avoir des effets négatifs sur celles et ceux qui refusent de le porter* ».

En définitive, on découvre l'eau tiède : le communautarisme empêche l'intégration.

Aliénor Barrière

pour les dirigeants du club est de le faire jouer l'année prochaine sans pouvoir négocier son transfert vers un autre club moyennant une forte indemnité, ou bien d'organiser un transfert dès cet été, mais en se privant ainsi de son capitaine pour la prochaine saison.

■ **Rugby** : Les Toulousains ont remporté leur 22^e titre de champion de France, le 17 juin en battant l'équipe de La Rochelle (29-26), au Stade de France en présence du président Macron.

■ **Hommage** : Lors des cérémonies du 18 juin au Mont Valérien, le président Macron a confirmé que le corps du résistant Missak Manouchian et celui de sa femme Mélinée, allaient être transférés au Panthéon le 21 février 2024.

Le débat sur l'énergie

Les conférences listées ci-dessous sont disponibles pour être organisées à la demande de nos abonnés, dans leur ville, dans leurs associations, dans leur réseau professionnel...

1. Lionel Taccon : « *La tarification de l'électricité* ».
2. Alain Arnaud ; ancien directeur VEOLIA : « *La part de la biomasse dans un mix énergétique cohérent* ».
3. Jean François Donzier ancien directeur général de l'Office International de l'Eau (OIE) : « *Les centrales nucléaires et la problématique de l'eau* ».
4. J.-P. Crochon Ingénieur EDF : « *L'environnement industriel requis pour le développement de l'activité nucléaire* ».
5. Antoine Warnery : « *Qu'entendre par mix énergétique ?* ».
6. Joël Broquet, fondateur du Centre de Formation des Élus Locaux ou Alain Arnaud ou autre conférencier d'un organisme de formation d'élus locaux : « *Les élus locaux et le tissu associatif face aux implantations de centrales* ».
7. Un élu de la ville de Béthune : « *Le gaz de mine : une réalité localisée et efficace* ».

Prendre contact avec
dircas.mbox@cas-france.org

■ **Méditerranée** : Au moins 80 corps de migrants noyés ont été repêchés le 14 juin après le subit naufrage, à 87 km au large des côtes du Péloponnèse, d'un chalutier transportant au moins 750 personnes et parti la veille de Libye pour rejoindre l'Italie. C'est la pire catastrophe de ce type depuis 2016. 104 naufragés ont pu être récupérés vivants par les gardes-côtes grecs. Aucun passager n'avait de gilet de sauvetage. 500 étaient peut-être enfermés à fond de cale. Un jour de deuil a été décidé au Pakistan dont de nombreuses victimes (200 ou 300) étaient originaires.

■ **Italie** : L'ancien président du Conseil Silvio Berlusconi, mort le 12 juin à 86 ans, a eu des obsèques d'État dans la cathédrale de Milan le 14 juin, décrété journée de deuil national, en présence du président de la République Sergio Mattarella et de présidente du Conseil Giorgia Meloni.

■ **Grande-Bretagne** : L'ancien Premier ministre Boris Johnson, obligé de démissionner du Parlement à cause du « Partygate », est devenu, le 17 juin, un chroniqueur hebdomadaire grassement rémunéré au *Daily Mail*.

■ **Ouganda** : Une milice islamiste ougandaise (Forces armées démocratiques), venue de l'Est de la République démocratique du Congo où elle a son refuge, a attaqué, dans la nuit du 16 au 17 juin, une école secondaire près de Bwera en Ouganda : « *un dortoir a été incendié et un magasin de nourriture pillé* », selon la police congolaise. Le nombre des victimes dépasse les quarante.

■ **Algérie** : Le troisième couplet de l'hymne national, aux paroles virulentes contre la France, sera de nouveau joué lors des cérémonies officielles, selon un décret pris en ce sens en mai par le président Tebboune. Ce couplet polémique, écrit en 1955 par le poète et militant nationaliste Moufdi Zakaria, était tombé en désuétude avant de réapparaître en 1999 avec Abdelaziz Bouteflika sans être interprété lors des cérémonies.

Ariane V

Décidément le dernier vol d'Ariane V se fait attendre. Le 117^e et dernier vol de la fusée européenne a été interrompu pour des raisons techniques. Après 27 ans de bons et loyaux services, le lanceur spatial lourd de l'Agence Spatiale Européenne (ESA) ne semble pas vouloir prendre sa retraite bien méritée.

Spécialiste du lancement des satellites de communication, il est aujourd'hui victime de la concurrence de Falcon 9, partiellement réutilisable. L'aventure avait démarré en 1996 avec un lancement inaugural qui s'était soldé par un échec qui avait immobilisé le projet pendant deux ans. En dehors de ce problème le succès d'Ariane ne s'est jamais démenti à l'exception d'un problème en 2002. On lui doit notamment le lancement du télescope James-Webb, l'envoi des sondes Rosetta sur la comète Tchouri (2004) et Juice vers Jupiter en avril 2023.

Conçu par 12 pays, ce lanceur européen s'est véritablement imposé sur le marché des satellites de communication. Sa mise à la retraite met l'Europe au sol, en attendant l'arrivée d'Ariane 6, dans un fort climat de concurrence. Ce qui n'est pas sans poser de nombreux problèmes sur la plateforme de Kourou, déjà plombée par l'arrêt de l'exploitation des fusées russes Soyouz. En 2022, seuls 6 tirs ont été réalisés au lieu de 15 l'année précédente. À cela s'ajoute le retard important dans le lancement d'Ariane 6 qui ne devrait pas intervenir avant fin 2023. Les Européens sont donc obligés de faire appel

à SpaceX, notamment pour les satellites Galiléo.

Les espoirs sont importants pour Ariane 6, moins coûteuse et conçue pour être compétitive sur le marché.

Philippe Buron Pilâtre

Disparitions

Par un extraordinaire concours de circonstances, trois grands de la politique mondiale ont été déçus de leur piédestal à peu près simultanément : le 12 juin, l'Italien Silvio Berlusconi décède à 86 ans ; le 13 juin, l'américain Donald Trump comparaît devant le Tribunal Fédéral de Miami qui l'inculpe formellement de détournement de documents confidentiels ; le 15 juin, le Britannique Boris Johnson est officiellement reconnu coupable de mensonge à la Chambre des Communes sur les cocktails à son bureau pendant le Covid ; prévenu, il avait démissionné de son mandat de député le 9. Le Parlement doit voter le 19 des sanctions pérennes à son encontre.

Est-ce à dire que le berlusconisme, le trumpisme et le bojisme vont disparaître avec leur champion ? Nul ne s'y risquerait. Leur apparition et leur succès étaient l'indice d'un phénomène sociologique profond qui ne va pas s'estomper aussi vite. Ils ont correspondu et donné forme à une tendance de l'opinion dans des démocraties hyper-médiatisées. Ils ont été les acteurs vedette de la politique-spectacle qui a inondé les pays de consommation de masse. Berlusconi a été le précurseur. Tout le monde l'a suivi. La France y a partiellement échappé

pour des raisons qu'il serait intéressant d'examiner.

La politique cathodique n'avait pourtant pas éliminé le jeu classique des partis traditionnels. C'est sur ce point que la disparition de ces figures charismatiques devrait entraîner des conséquences plus immédiates : Forza Italia en tant que parti était la création de Berlusconi, il ne devrait pas lui survivre. Tôt ou tard, ses dirigeants et ses électeurs (passés de plus de 20 % à environ 8 %) se répartiront entre la nouvelle étoile montante à droite, Giorgia Meloni, et un centre plutôt résiduel.

Le parti républicain aux États-Unis et le parti conservateur en Grande-Bretagne n'ont pas de perspectives aussi évidentes. Ils n'ont pas de solution de rechange à portée de main. Outre-Atlantique, les élections de mi-mandat en novembre 2022 ont maintenu une forme de statu quo. Les émules de Trump sont de pâles copies de l'original. Outre-Manche, la succession accélérée de premiers ministres de circonstance a révélé l'épais brouillard dans lequel se trouvent les Tories à la veille d'élections générales l'an prochain qu'ils semblent sûrs de perdre.

« *Un seul être vous manque et tout est dépeuplé* ».

Dominique Decherf

Tunisie

Le 11 juin dernier, la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, la présidente du Conseil italien, Giorgia Meloni, et le Premier ministre néerlandais, Mark Rutte, ont effectué

un voyage en Tunisie au chevet d'un pays dont l'économie est au plus mal et dont le surendettement (la dette publique atteint 80 % du PIB) le contraint à se tourner vers des créanciers étrangers pour continuer à assurer le fonctionnement de l'État.

Au mois d'avril, le président tunisien, Kaïs Saïed, avait défrayé la chronique en refusant le plan de sauvetage du FMI, un prêt sur quatre ans d'une valeur d'1,7 Md€, qui l'aurait contraint à supprimer les subventions aux produits de base, réduire le nombre de fonctionnaires et restructurer un réseau d'entreprises publiques largement déficitaires.

Pour rappel, l'inflation en Tunisie a atteint 8,1 % en 2022 alors que le déficit budgétaire s'établissait à 7,6 % du PIB lié notamment à un renchérissement de la charge de la dette de 25,9 %. La note de la dette publique tunisienne a d'ailleurs récemment été abaissée par Fitch de CCC+ à CCC-, tant la perspective d'un remboursement paraît incertaine.

Face à cette situation cauchemardesque et pour éviter un important appel d'air migratoire, l'Union

a proposé une aide immédiate de 150 M€ au bénéfice de l'État tunisien et 900 M€ déployés à long terme, moyennant quoi un accord sur l'immigration serait signé avec la Tunisie et 100 M€ seraient investis en ce sens.

D'une manière générale, l'exemple tunisien illustre assez bien ce qu'il ne faut pas faire pour un pays en voie de développement : embaucher des fonctionnaires de manière clientéliste (ce qu'avait fait Ennahdha en son temps), conserver un secteur public manifestement excessif et inefficace et subventionner des pans entiers de l'économie tout en continuant à s'endetter pour préserver la paix sociale.

Romain Delisle

■ **Corée du Sud** : L'USS Michigan, un sous-marin américain à propulsion nucléaire, a rallié le 16 juin la ville sud-coréenne de Busan. Cette initiative américaine, la première depuis six ans, s'inscrit dans la volonté conjointe de Joe Biden et Yoon Suk Yeol de renforcer leur collaboration, afin de contrecarrer les menaces militaires de la Corée du Nord, notamment la multiplication des tirs de missiles balistiques par Pyongyang.

■ **Liban** : Les 128 députés ont encore échoué, le 14 juin, à élire un nouveau président de la République. Il s'agissait de la douzième séance électorale organisée depuis le départ de Michel Aoun, en octobre 2022. Le scrutin opposait Sleiman Frangié, ancien ministre et chef de Marada (milice transformée en parti), soutenu par le Hezbollah, à Jihad Azour, ancien ministre des Finances, devenu haut fonctionnaire au FMI, appuyé par l'opposition.

■ **Pérou** : L'épidémie de dengue qui ravage le nord du Pérou depuis le mois d'avril, à la suite du passage de l'ouragan Yaku en mars, a causé la mort de 200 personnes. Il s'agit du bilan humain le plus lourd depuis la réapparition de cette maladie dans le pays en 1990. Le 15 juin, sous la pression des critiques suscitées par l'incapacité des hôpitaux d'État à accueillir les malades, la ministre de la Santé, Rosa Gutiérrez, a présenté sa démission.

■ **Ukraine** : Cyrille Ramaphosa (président de la République sud-africaine), Macky Sall (Sénégal), Hakainde Hichilema (Zambie) et Azali Assoumani (Comores et président en exercice de l'Union africaine), ainsi que des représentants congolais, ougandais et égyptien se sont rendus à St-Petersbourg le 17 juin pour rencontrer le président Poutine et lui présenter un plan de médiation avec l'Ukraine. Ils étaient passés par Kiev la veille, avaient rencontré le président Zelinsky, et

s'étaient rendus sur le site de Boutcha où les Russes se sont rendus coupables de crimes de guerre. Leur but principal était d'obtenir une reconduction de l'accord russo-ukrainien concernant l'exportation des céréales ukrainiennes. Une conférence internationale sur la reconstruction de l'Ukraine débute à Londres le 22 juin avec des représentants de 60 États.

■ **Mali** : Un référendum sur la nouvelle constitution, accordant l'essentiel des pouvoirs au président de la République, a été proposé à 8 millions d'électeurs le 18 juin. Dans le Nord et le Nord-Ouest les djihadistes avaient empêché toute campagne. Le même jour, le gouvernement demandait le retrait sans délai des 12 000 soldats de la Minusma.

■ **Nigeria** : Les prix de l'essence ne sont plus subventionnés depuis fin mai. Cela a entraîné une très rapide inflation sur la plupart des produits transportés, qui s'est répercutée sur les pays voisins comme le Bénin où un vaste trafic d'essence nigériane de contrebande s'est effondré.

■ **Amérique-Chine** : Le secrétaire d'Etat américain Antony Blinken s'est rendu à Pékin le 18 juin. Il a au moins obtenu de son homologue Qin Gang la promesse de se rendre à Washington.

Les conférences hebdomadaires de la Nouvelle Action royaliste débutent à 20 heures précises au siège de la NAR, 36-38 rue Sibuet, Paris 12^e (métro Picpus ou Bel-Air). Participation aux frais : 2 euros. Un repas est servi sur place à 22h (8 euros). Pour suivre directement ces réunions en vidéoconférence, il suffit d'adresser un mail à : lejournald@nouvelle-action-royaliste.fr. Vous recevrez une invitation par voie électronique avec un lien de connexion. Par ailleurs, toutes ces conférences peuvent être vues en ligne sur la chaîne Youtube : <https://www.youtube.com/c/NouvelleActionRoyaliste>



Mercredi 21 juin à 20 h00 :

Conférence d'Alain Juillet

**Ancien directeur du renseignement de la DGSE,
Président d'honneur de l'Académie de l'intelligence économique.**

**Sur le thème : *Le crépuscule de l'Occident,
fantasmes et réalités.***

Une vampire au soleil



Sur la scène, sur un banc, un homme à la peau grise joue de la guitare. On distingue quelques mots de la chanson. *Je te bouffe*. Dans l'ombre, au fond, deux colonnes, une fente. Une femme est debout. Un long manteau, des oreilles de lapin rose. Les mains grises, nouées. Elle enlève des dents de vampire en plastique. *Je suis celle qui ne se souvient plus, qui ne veut plus de toi...*

C'est une vampire. Elle se raconte, malgré sa mémoire qui fuit. Sa fascination pour le soleil, quand elle était

petite, sa chambre d'enfant, lumineuse, au second étage d'une maison. Les ombres, aussi. La rencontre, le choix, par amour, d'offrir son sang. Sa vie de vampire, la nuit.

Ce n'est pas si simple. Le spectateur se retrouve petit à petit dans un temps suspendu. La vérité est cachée, elle est nourrie. La révéler, c'est se brûler. Ne pas le faire, c'est vivre dans une ombre perpétuelle, subir encore, subir toujours.

Une vampire au soleil est le nouveau projet présenté par le Cri de l'Armoire.

Un conte, dans un univers sombre, une musique prégnante jouée au plateau. Marik Renner est la vampire qui se lève dans ce temps intemporel. Habitée par le projet, par le personnage, presque immobile, elle vient serrer le cœur et les tripes du spectateur, semer les indices qui à la fin construisent une vérité qui était là depuis le début. Un très beau jeu, soutenu par la musique de Marien Tillet, magicien des mots, de la guitare et du looper. Une belle actrice, talentueuse, dans cet univers à la croisée des chemins d'Haruki Murakami et de Jim Morrison. Sur une scénographie et des lumières de Samuel Poncet.

Une Vampire au Soleil laisse une grande place à l'interprétation du spectateur. Dans un conte, c'est le spectateur qui comprend la leçon du conte, ce n'est pas une fable, il n'y a pas de morale. Vous donner la mienne, c'est raconter la fin du spectacle. Allez la recevoir par surprise, la prendre dans la figure comme une révélation. En tirer la leçon, pour vous, pour vos proches. Je vous dirai juste qu'au moment où les lumières sont revenues, j'avais la gorge nouée, les yeux humides, et les poils des bras dressés. Quelque chose qui se produit rarement. J'avais envie de dire Merci tout autant que Bravo.

Avignon 2023 : La Manufacture – 21 h20. Durée : 1 h 15. Texte et musique : Marien Tillet – coécriture : Marik Renner. Avec : Marien Tillet, Marik Renner. Mise en scène : Marien Tillet. Visuel : JO.

Voyage avec un âne

À l'avant de la scène, un homme est assis, il écrit. Derrière, les choses se mettent en place. On aperçoit une valise, une table de bar, des cajons, quelques petits meubles. L'homme s'assied à la table. Nous sommes tous des voyageurs, dans le désert de ce monde.

Cet homme, c'est RL. Stevenson. L'auteur de *L'Île au trésor*. Fanny l'a quitté.



Américaine, venue avec ses trois enfants à Paris pour peindre et vivre une vie de bohème, dont le mari a sifflé la fin de la partie. Pour soigner son mal à l'âme, Stevenson part traverser les Cévennes. En bon auteur, il raconte. Sur ses traces, j'ai vécu la façon dont il se fait refiler Modestine, une ânesse sur le retour. Les paysans cévenols, les aubergistes, les moines. Les paysages, les orages. Jusqu'à ce qu'il retrouve la paix intérieure.

On peut voir dans ce *Voyage avec un âne* une invitation au voyage intérieur, à se retrouver dans

le silence, les paysages et l'ascétisme. Tous ceux qui font quelques étapes sur les chemins de St Jacques vous confirmeront l'efficacité de la chose.

On peut y voir le regard caricatural d'un Anglais (pardon, un Écossais) sur les petites gens qui vivent dans les Cévennes et le prennent pour un colporteur (un métier honniss), le trait est acéré, qui prend un peu de recul pour ne pardonner aucun défaut sans jamais virer à la méchanceté gratuite.

On peut y voir un joli tableau, parfois un peu naïf,

toujours plein de poésie et d'humour.

Le Voyage avec un âne est rondement mené, par une troupe sympathique qui passe de personnage en personnage. Tous les sons et bruitages sont faits au plateau, la mise en scène bien rythmée soutient l'attention du spectateur.

Au Funambule Montmartre jusqu'au 13 août 2023. Du mercredi au samedi : 19 h00 ou 21 h00 ; dimanche : 16 h00. Durée : 1 h 15. Texte : Maxime Bentegeat et Clémence Penicaut d'après R. L. Stevenson. Avec : Christophe Paris en alternance avec Laurent Clement, Clémence Penicaut en alternance avec Jeanne Bonraisin, Clément Pellerin en alternance avec Jean-Baptiste Debost, Maxime Bentegeat en alternance avec Victor O'Byrne.